

Rösti saborde l'héritage de Leuthard sur le nucléaire

Retour des centrales? L'UDC bernois réussit à convaincre la majorité du Conseil fédéral de rouvrir le dossier de l'énergie atomique.

Ce qui surprend, c'est la manière de faire. Alors que les services d'Albert Rösti invitaient ce mercredi les médias à une conférence de presse, où l'UDC allait détailler le futur de La Poste, ils envoyaient, par simple communiqué, une décision explosive: autoriser à nouveau la construction de centrales nucléaires en Suisse.

Comme si le parton du Detec (Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication) jugeait ce choix comme une suite logique de sa politique énergétique – les grandes lignes du projet avaient été présentées l'an dernier –, il n'a même pas évoqué le thème. Et pourtant, il s'agit d'un profond changement de paradigme.

La transition énergétique incarnée par Doris Leuthard

En Suisse, après la désaffectation de Mühleberg en 2019, il ne reste que quatre centrales en exploitation: Beznau 1 et 2, Gösgen et Leibstadt. Et depuis le vote de 2017, par lequel le peuple avait accepté de sortir progressivement du nucléaire, il n'est plus possible d'en construire de nouvelles, ni même de modifier en profondeur les réacteurs existants. Il s'agissait là d'une des victoires les plus importantes de l'ancienne patronne du Detec, Doris Leuthard, qui incarne la transition énergétique de la Suisse.

C'est sur ces deux interdictions de construire de nouvelles centrales et de modifier les existantes que veut désormais agir Albert Rösti, aidé – il faut bien le dire – par le calendrier politique.

En 2022, une initiative populaire intitulée «Stop au blackout» a été lancée. Son objectif est d'inscrire dans la Constitution que «toute forme de production d'électricité respectueuse du climat est autorisée». L'idée de ses auteurs, des partisans de l'atome: relancer le nucléaire.

Le texte ayant abouti, le Conseil fédéral devait se prononcer. Ce qu'il a fait l'an dernier. Mais il en a profité pour lui opposer un contre-projet. C'est dans cette brèche qu'Albert Rösti a finalement embarqué la majorité du Conseil fédéral ce mercredi, même s'il a dû s'y prendre à plusieurs reprises pour y parvenir.

Concrètement, le Conseil fédéral veut lever l'interdiction de construction «dans le but de conserver une certaine marge de manœuvre quant aux options pour l'approvisionnement énergétique à l'avenir», est-il précisé dans le communiqué.

Le gouvernement se dit «convaincu que le contre-projet

ne compromet en aucune manière le climat des investissements ni la sécurité de la planification en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables». Et pourtant, c'est bien sur ce point que devra cravacher Albert Rösti, s'il veut convaincre le parlement d'accepter sa proposition.

La Suisse est divisée sur la question du nucléaire

La consultation menée entre décembre 2024 et avril 2025 a montré que le dossier restait explosif. Parmi les partis politiques, le PLR et l'UDC soutiennent le texte alors que Le Centre, les Verts libéraux, le Parti écologiste et le PS le rejettent. Si la majorité des organisations économiques y sont favorables, les organisations de protection de l'environnement sont résolument contre.

«Nous n'accepterons pas que l'argent des contribuables soit gaspillé pour développer une technologie obsolète du siècle dernier.»

Les Verts

Les réactions n'ont d'ailleurs pas tardé après cette annonce. «Le gouvernement cède devant le lobby nucléaire et ignore plusieurs décisions populaires», tacle le PVL. «Nous n'accepterons pas que l'argent des contribuables soit gaspillé pour développer une technologie obsolète du siècle dernier», écrivent les Verts. Au PS, Martine Docourt (NE), rappelle que l'énergie nucléaire comporte «des risques considérables pour la sécurité et crée de nouvelles dépendances vis-à-vis des États autoritaires qui fournissent les matières premières». Pour Greenpeace, «le Conseil fédéral sabote la transition énergétique de la Suisse».

Loin de la virulence des opposants, les partisans de l'atome sont restés discrets, comme pour ne pas brusquer l'opinion qui ne semble plus aussi sûre qu'avant de tourner le dos au nucléaire. Un sondage de l'Institut LeeWas réalisé pour Tamedia et publié en septembre montrait que 53% des personnes interrogées étaient prêtes à soutenir la construction de nouveaux réacteurs en Suisse.

Florent Quiquerez



Sous l'impulsion d'Albert Rösti, le Conseil fédéral adopte un contre-projet indirect à l'initiative «Stop au blackout». Anthony Anex/Keystone